

Le Courriel d'information

n°352 – Vendredi 26 juillet 2002

MONDIALISER LA JUSTICE

Dans ce numéro

Campagne italienne pour la taxe Tobin. Tous ensemble c'est possible !

Par Sebastiano Moruzzi et Silvia Rescigno
Traduction. Traducteurs bénévoles coorditrad@attac.org (*)

Note du traducteur : la traduction, bien que publiée après les évènements cités dans le texte, respecte le temps verbal utilisé par les auteurs dans le texte original, qui a été écrit avant ces évènements.

Les signatures recueillies en faveur de la taxe Tobin (il s'agit d'un projet de loi nationale d'initiative populaire) sur le territoire italien arrivent ces jours-ci au siège national du Comité Italien pour la taxe Tobin à Bologne. Nous avons été agréablement surpris de constater, que des pétitions nous étaient aussi parvenues de comités locaux, dont nous ignorions l'existence. Outre les 212 comités locaux, qui nous avaient contactés, des dizaines d'autres associations, qui de façon spontanée avaient organisé des points de collecte de signatures et des rencontres populaires d'autoéducation citoyenne, nous ont renvoyé des imprimés remplis de signatures.

Pour cette raison, le nombre réel de signatures recueillies est largement supérieur à nos prévisions précédentes : nous avons reçu plus de 130.000 signatures. Si les imprimés continuent à nous parvenir au même rythme, il est tout à fait réaliste de penser, qu'il nous sera possible d'atteindre le chiffre des 150.000 signatures.

Ce chiffre, l'auto-organisation des comités promoteurs locaux ainsi que l'immense effort fourni pour recueillir ces signatures témoignent , que cette campagne a été véritablement menée

par les citoyens « de base », c'est à dire par les petites communes, les associations locales, les collectivités enracinées sur le territoire ainsi que les simples citoyens, multiples ramifications qui se sont impliquées pour mener à bien cette campagne. Ainsi cette dernière a permis non seulement de susciter des rencontres populaires d'auto-éducation citoyenne centrées sur le thème de l'économie mais aussi la divulgation de connaissances, que les médias déforment systématiquement ou évitent de transmettre.

Bien que le recueil des signatures arrive à sa fin, la campagne, quant à elle, n'a atteint que sa première phase. En effet, le recueil de signatures pour la loi d'initiative populaire ne représente en fait que le premier pas en vue de l'institution de la taxe Tobin en Europe. Dès maintenant la campagne sera menée sur deux fronts : en Italie avec la discussion du texte de loi et dans toute l'Europe en rejoignant toutes les autres mobilisations concernant la taxe Tobin.

Etant donné que le texte de loi d'initiative populaire sera présenté prochainement au Parlement, le groupe des 80 parlementaires, qui ont soutenu cette campagne dès le début, devront promouvoir la loi au sein du Parlement, afin qu'elle soit discutée.

En même temps la campagne italienne rejoindra les autres campagnes engagées par les comités européens ATTAC et par les autres organisations internationales dans le but de créer un Traité Européen pour la taxe Tobin, et dont un projet du texte de loi a été présenté par l'économiste Heikki Patomaki de ATTAC Finlande lors du Séminaire International sur la Taxe Tobin à Sienne les 24 et 25 mai derniers. L'objectif est d'arriver d'ici 9 mois, à une proposition définitive sur l'institution de la taxe Tobin en Europe - en accord avec toutes les organisations européennes engagées dans la campagne – soit faite.

L'Europe peut en effet constituer un premier objectif dans la mise en œuvre de ces politiques anti-libérales, dont la taxe Tobin incarne un ingrédient essentiel. Et c'est justement pour cette raison, que le Forum Social Européen doit être considéré comme un rendez-vous hautement important et sur lequel s'appuiera la campagne, au cours duquel les comités Attac européens et toutes les organisations qui ont participé au mouvement pour la Taxe Tobin pour la création d'un Traité Européen pour la Taxe Tobin. La campagne italienne, qui a su mobiliser des efforts considérables, jouera un rôle décisif dans la définition des stratégies en vue de la création d'une « zone Tobin » anti-libérale en Europe.

Afin de sceller la conclusion de cette première phase de la campagne, le 18 juillet nous serons à Rome pour transmettre au Parlement les signatures recueillies. Après une conférence de presse, toutes les organisations qui ont participé à la campagne, défileront en partant d'une place située à coté de Montecitorio (siège du Parlement italien) pour apporter de façon symbolique les signatures au Parlement, où le texte de loi d'initiative populaire devra être discuté.

La marche, baptisée ironiquement «Tobin Parade » aura un caractère festif et coloré. Des musiciens de rue animeront la Tobin Parade, dans laquelle tous les personnages, qui ont caractérisé la campagne défileront. Tobin Hood (Tobin des Bois), Fra' Tax (Frère Taxe), James Tob 001 (James Tobin 001) – les protagonistes des bandes dessinées créés pour la campagne – pourraient cirbuler mystérieusement dans les parages, alors que de nombreux animaux colorés (des énormes cochons roses et des requins menaçants représentant la finance internationale) animeront la Tobin Parade. A la fin de la marche, un repas sera offert à tout le monde sur la place pour conclure la journée dans un climat convivial.

La campagne pour la taxe Tobin est née à Gêne en juillet dernier et retournera à Gêne les 19 – 20 et 21 juillet prochains, lorsque toutes les associations du mouvement débattront après une année caractérisée par une mobilisation contre le G8 autant exceptionnelle que tragique. Après le repas nous prendrons tous ensemble le train de l'association Roma Social Forum dans lequel nous avons réservé des places pour tous les participants à la Tobin Parade. A un an de distance des manifestations de Gêne, nous voulons retourner symboliquement dans cette ville, d'où nous sommes partis il y a un an de cela, pour conclure la première phase de la campagne.

Nous tenons à remercier tous ceux, qui se sont investis avec nous dans la campagne : le Comité de Soutien National, qui a fourni une aide personnelle politique et économique, le groupe communication de Attac et les « Attachini » (membres créatifs du groupe communication de Attac), qui se sont occupés directement de l'aspect communicatif et graphique de la campagne, les auteurs des bandes dessinées qui ont réalisé les 2 bandes-dessinées magnifiques « Tobin Hood et Fra'Tax » et « James Tob 001 », les artistes qui ont embelli cette campagne avec leurs spectacles et qui ont aussi accueilli les stands d'Attac, et enfin tous ceux qui ont travaillé à l'organisation.



Nous tenons à remercier aussi les 212 comités locaux éparpillés sur tout le territoire italien, qui n'ont cessé de croire en notre action et qui ont nourri l'espoir à chaque fois que nous perdions la confiance devant le silence persistant de la politique institutionnelle et de la presse, et qui ont ainsi permis d'obtenir ce succès. Nous dédions à toutes ces personnes les 150.000 signatures.

Contact pour cet article. tassatobin@attac.org Campagne de ATTAC Italie pour la taxe Tobin. Responsables du secrétariat national de la campagne.

Tuez le messager

Par Justin Gerdes de Mother Jones
Traduction. Gérard Brunelet, Thomas van Oudenhove et Marie Françoise Perez. Traducteurs bénévoles coorditrad@attac.org (*)

Une querelle de clocher sur la publication d'un professeur d'université est devenue une véritable bataille académique entre partisans et adversaires des biotechnologies.

Tout a commencé il y a sept mois quand la revue scientifique "Nature" a publié un article d'Ignacio Chapela, un microbiologiste de l'Université de Californie à Berkeley, et d'un de ses étudiants chercheurs.

Les conclusions étaient alarmantes : des gènes de maïs génétiquement modifié, affirmait Chapela, avaient contaminé les souches naturelles dans les montagnes reculées de l'Etat de Oaxaca, au Mexique, considéré comme le berceau du maïs. Les conclusions de Chapela ont franchement alarmé certains responsables de l'administration mexicaine qui avait adopté un moratoire sur les cultures génétiquement modifiées en 1998.

Mais, prétendait Chapela, au lieu d'essayer de vérifier ses conclusions, l'administration mexicaine cherchait seulement à étouffer ses recherches. Chapela est aujourd'hui sous le feu de critiques beaucoup plus rapprochées. Le 4 avril, Philip Campbell, le rédacteur en chef de "Nature", annonçait que la revue était en train de réestimer sa décision de publier la contribution de Chapela (une initiative sans précédant depuis 133 ans qu'existe la revue) déclarant que "les preuves apportées ne justifient pas la publication."

Dans leur publication initiale, Chapela et David Quist apportent deux conclusions significatives :
- le maïs naturel est contaminé par le maïs génétiquement modifié
- l'hybridation qui en résulte donne une dispersion imprévisible des gènes modifiés.

C'est la seconde conclusion de l'équipe qui a soulevé les critiques les plus sévères. Matthew Metz, chercheur à l'Université de Washington et auteur de l'une des deux lettres publiées dans "Nature" réfutant les recherches de Chapela et Quist, attaque leur seconde conclusion comme "plus mystique que scientifique".

Metz ainsi que Nick Kaplinsky, étudiant diplômé de Berkeley et le principal auteur de la seconde critique publiée dans "Nature" affirment que c'est pour promouvoir la vraie science qu'ils se sont sentis obligés de répondre.

"C'est parce que les conséquences sont aussi importantes que le travail scientifique doit être fait correctement" affirme Kaplinsky dans sa lettre à "Nature". La manière dont Chapela et Quist ont tracé la dispersion du matériel génétique dans les cultures qu'ils ont étudiées est au cœur de la controverse scientifique.

Chapela et Quist ont admis que leur seconde assertion allait trop loin. "Ce avec quoi nous sommes d'accord et que nous reconnaissons, c'est la possibilité que leur interprétation soit meilleure que la nôtre sur deux des huit séquences que nous avons publiées" a dit Chapela.

Mais cette concession n'a pas suffi à apaiser leurs détracteurs qui prétendent que le travail de l'équipe de Berkeley est altéré par leurs convictions anti-biotechnologie.

Considérant Chapela et Quist comme "de fervents militants contre le génie génétique", Metz considère que leurs résultats étaient faussés. "Les expériences menées avec à l'esprit des conclusions préconçues sont vouées à l'échec" affirme Metz.

Quand les dissensions théoriques sur les biotechnologiques se sont multiplié, la nature excessive des attaques contre Chapela et Quist a surpris beaucoup de chercheurs. Même des opposants à Chapela et Quist témoignent de leur étonnement devant l'animosité des débats.

"Je n'ai jamais rien vu de pareil" a déclaré Peggy Lemaux, une biologiste moléculaire de Berkeley à "Science magazine", "Il y a eu des tas de disputes sur le transgénique mais là, c'est autre chose".

Miguel Altieri, professeur associé à Berkeley suggère que les attaques contre Chapela et ses recherches sont un peu plus que des combats par

procuration dans une campagne visant à discréditer les voix universitaires qui mettent en cause les biotechnologies.

"Ces gens là crucifient Chapela" soutient Altieri. Ainsi, d'après lui, les détracteurs "envoient un message à tous les jeunes scientifiques qui voudraient rompre les rangs de la recherche sur les modifications génétiques en leur disant "OK, vous pouvez chercher dans cette direction mais si vous publiez, on va vous tomber dessus"

Avec de tels enjeux (les entreprises de biotechnologie font du lobbying au Brésil, auprès de l'Union Européenne et au Mexique pour lever l'embargo sur les cultures génétiquement modifiées) cette empoignade était peut-être inévitable sur ce que Campbell, le rédacteur en chef de Nature, appelle "une des technologies les plus chaudement débattues de notre temps". Pour ajouter à cette chaleur, Chapela, Quist et leurs opposants sont tous connus pour avoir des idées arrêtées et de solides attaches dans la très grande et très passionné querelle sur les biotechnologies.

En 1998, Chapela était le porte-parole d'une faction de professeurs de Berkeley opposés à un partenariat de 5 ans et 25 millions de dollars entre leur université et la firme Novartis, le troisième plus gros producteur de semences (y compris de semences génétiquement modifiées). Quist, pour sa part, était membre des "Etudiants pour une Recherche Responsable", un groupe organisé pour contrecarrer le projet Novartis. Maintenant, dans sa quatrième année, l'accord apporte des fonds de Novartis, depuis devenue Syngenta, pour financer les recherches de beaucoup de gens dans les départements de la biologie des plantes et la biologie microbienne.

Plusieurs des plus bruyants détracteurs de Chapela, ont entre-temps, tissé des liens avec Berkeley (dont Metz qui y a passé son Ph.D en 2001) et participé au combat de l'accord Novartis. Cette corrélation n'a pas échappé à Chapela qui proclame que "tous les rédacteurs des lettres (dans "Nature") ont un lien direct avec l'accord Novartis - Berkeley, tous sans exception".

De plus, Metz, Kaplinsky, et deux coauteurs des lettres de "Nature" font aussi partie des plus de 3000 signataires d'une pétition 'en ligne' – "Des scientifiques partisans de l'agriculture biotechnologique" – initiée par une organisation soutenant cette technique appelée la fondation AgBioWorld. La pétition, hébergée sur le site d'AgBioWorld, affirme que les biotechnologies "constituent un moyen puissant et sûr pour la modification des organismes et peut contribuer substantiellement à l'amélioration de la qualité de la vie".

L'influence du lobby des biotechnologies est aussi soupçonnée d'autres attaques contre les recherches de Chapela. Jonathan Matthews, un opposant très connu aux aliments génétiquement modifiés et le journaliste Andy Rowell affirment que les défenseurs des biotechnologies utilisaient un service de 'news en ligne' également assuré par AgBioWorld pour encourager les attaques contre l'article de Chapela. Tout de suite après la publication de l'article initial, précisent Matthews et Rowell, des courriels dont on peut établir l'origine chez un employé d'une entreprise de communication au service de Monsanto ont commencé à paraître sur le site de AgBioWorld.

Les messages mettent en cause l'objectivité de Chapela et incitent les lecteurs à écrire des lettres dénonçant son article. Les représentants de Bivings réfutent les allégations de Matthews et Rowell (le président de la firme, F. Gary Bivings a affirmé que son entreprise n'avait "aucune implication" dans AgBioWorld)

Monsanto, bien sur, est un des plus gros producteurs mondiaux de semences génétiquement modifiés. En définitive, pendant que le combat théorique fait rage aux Etats-Unis, cette même agence mexicaine qui avait d'abord tenté d'étouffer leurs conclusions va peut-être voler au secours de Chapela et Quist. Le 18 avril, Jorge Soberon, le secrétaire de direction de la commission mexicaine de la biodiversité, a annoncé que les données collectées par les scientifiques officiels confirmaient qu'il s'agissait du "pire cas au monde de contamination par matériel génétiquement modifié ".

L'étude montre que les récoltes de maïs ont été contaminées par des gènes étrangers modifiés,
- à 95 % dans les sites surveillés des Etats de Oaxaca et de Puebla
- jusqu'à 35 % chez les exploitants indépendants.

Qu'en pensez-vous ?

Contact au sujet de cet article : mojowire@motherjones.com - http://www.motherjones.com/

M&M / Mars sur la sellette

Par Global Exchange
Traduction. Michel Thelia et Irène Nouaillac. Traducteurs bénévoles coorditrad@attac.org (*)



Plus de 200 organisations religieuses et groupements de travailleurs, de consommateurs, de l'environnement, de la santé publique et des droits de la personne, en appellent à la firme M & M / Mars pour qu'elle garantisse des conditions équitables de travail pour les travailleurs du cacao. Dans une lettre devant être envoyée mardi au siège de M & M / Mars, cette vaste coalition exige que la compagnie s'engage à ce que 5% au moins de son chocolat soit certifié conforme au commerce équitable. La lettre survient au moment où M & M présente ses nouvelles couleurs de dragées chocolatées.

"Des milliers de cultivateurs de cacao sont payés à des tarifs si bas qu'ils sont au bord de la famine", déclare Deborah James, directrice du Fair Trade [commerce équitable] à Global Exchange, une organisation internationale des droits de la personne qui mène la campagne M & M. "Tandis que M & M gaspille de larges sommes d'argent dans des astuces promotionnelles telles que son vote mondial pour une couleur de dragée, les cultivateurs de cacao se battent pour leur survie et certains souffrent même de l'esclavage."

Ces dernières années, la surproduction mondiale de cacao a fait baisser son cours. Un cultivateur type de cacao reçoit environ un cent [de dollar] pour une barre moyenne de chocolat fourré. Afin de maintenir leurs bénéfices, certains producteurs de cacao en sont venus à payer des salaires de misère à leurs travailleurs, voire à employer des enfants esclaves. Des enquêtes menées par le ministère américain des Affaires étrangères, l'Unicef et l'Organisation internationale du travail ont révélé une résurgence de l'esclavage des enfants dans les champs de cacao de Côte-d'Ivoire, d'où proviennent 43% du chocolat brut mondial.

Le Fair Trade s'attaque à la racine de l'exploitation du travail en garantissant un prix minimal pour les récoltes des petits fermiers. Ce prix minimal assure aux travailleurs un salaire décent qui rompt le cycle de la pauvreté et de l'esclavage.

"Sans aucun doute, la plupart de vos clients seraient indignés d'apprendre que le sucre de leur chocolat préféré est empoisonné par l'amertume de l'esclavage et de l'exploitation du travail", déclare la lettre. En tant que leader d'une industrie chocolatière de 13 milliards de dollars, [M & M] a la responsabilité de s'assurer que son article principal, le chocolat, est produit dans des conditions équitables de travail."

Des coopératives Fair Trade du Ghana, du Cameroun, du Brésil, du Nicaragua, de la République dominicaine, de l'Équateur, de Belize et du Costa Rica ont produit l'année dernière 40.370 tonnes de chocolat brut. Si M & M désirait commencer à accepter le Fair Trade, l'offre est plus que suffisante pour qu'il puisse le faire.

"Cette société possède les ressources et les capacités d'opérer une amélioration spectaculaire de l'existence des cultivateurs de cacao, déclare James. Malheureusement, la volonté lui manque."

M & M / Mars est une des plus grandes firmes chocolatières américaines et la quatrième plus importante société privée des États-Unis. La fortune combinée de ses trois propriétaires équivaut à 27 milliards de dollars.

# # #

M. Paul Michaels, président de M & M / Mars Inc.
6885 Elm St., Mc Lean, Virginie 22101

Le 18 juin 2002

Monsieur,

Nous, organisations soussignées, représentons un groupe varié d'Églises, de syndicats, de groupes d'étudiants et de consommateurs, d'organisations écologiques, de justice économique et autres, qui sont préoccupés par les conditions de salaire et d'existence des cultivateurs et travailleurs du cacao. Nous vous écrivons aujourd'hui pour vous encourager fermement à acheter du cacao certifié Fair Trade. Nous croyons que le label Fair Trade demeure la meilleure façon de vous assurer que l'esclavage des enfants et la pauvreté ne sont plus monnaie courante dans la culture du cacao.

Comme vous ne l'ignorez certainement pas, plusieurs rapports récents ont révélé l'existence du travail d'enfants esclaves dans l'industrie du cacao. La résurgence de l'esclavage d'enfants peut être en partie attribuée au bas prix du cacao depuis dix ans. À l'heure actuelle, les cultivateurs de cacao reçoivent environ 1 cent [de dollar] pour une barre moyenne de chocolat fourré. En raison de l'insuffisance de leurs revenus, les cultivateurs de cacao se sont vu forcés de diminuer leurs frais de main-d'œuvre et, malheureusement, beaucoup d'entre eux ont eu recours à la pratique de l'esclavage. Tandis que les bas prix du cacao signifient un abaissement des coûts des matières premières et, par conséquent, davantage de bénéfices pour M & M / Mars, pour les cultivateurs et les travailleurs du cacao, les conséquences ont été catastrophiques.



Bien que l'esclavage représente la violation la plus insigne des droits du travail, nous nous joignons à la Coalition contre le travail des enfants (Child Labor Coalition), le Mouvement de libération des esclaves (Free the Slaves) et le Syndicat international des travailleurs de l'alimentation (International Union of Foodworkers), en soutenant la nécessité non seulement d'éliminer l'esclavage des enfants, mais aussi de s'assurer que toutes les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) sont appliquées, en commençant par la convention 182 (concernant les pires formes de travail des enfants) et la convention 29 (le travail forcé).

Nous savons qu'au cours de l'année passée, M & M / Mars, ainsi que d'autres membres de l'Association des fabricants chocolatiers et de la Fondation mondiale du cacao, se sont mis d'accord pour prendre des mesures afin d'éliminer l'esclavage des enfants et travailler à faire appliquer les conventions de l'OIT en publiant un protocole et une déclaration commune. C'est une avancée positive. Néanmoins, cela ne corrige en rien la faiblesse des cours mondiaux du cacao, qui est la cause première des pratiques d'exploitation des travailleurs. Les solutions à la crise actuelle doivent comporter l'assurance que les cultivateurs reçoivent un prix équitable pour leur récolte.

Sans aucun doute, la plupart de vos clients seraient indignés d'apprendre que le sucre de leur chocolat préféré est empoisonné par l'amertume de l'esclavage et de l'exploitation du travail.

Heureusement, il existe désormais une solution pour l'industrie du chocolat qui garantit que son chocolat est produit décemment et sans exploitation : le Fair Trade. Ce système corrige les injustices du marché en garantissant un prix minimal pour les récoltes des petits fermiers et interdit les pires formes de travail des enfants et le travail forcé. Votre protocole déclare : "Nous partageons l'opinion que les pratiques contrevenant aux conventions 182 et 29 de l'OIT sont le résultat d'un faisceau compliqué de conditions sociales et économiques auxquelles doivent souvent faire face les petits cultivateurs familiaux et les travailleurs agricoles, et que des solutions efficaces pour empêcher ces contraventions doivent inclure une action des parties en cause pour améliorer en général les normes de travail et l'accès à l'enseignement." C'est seulement quand les producteurs de cacao obtiendront un revenu équitable et stable qu'ils pourront s'élever au-dessus du seuil de pauvreté, faire l'expérience d'améliorations permanentes de l'ensemble des normes de travail et d'avoir les ressources pour nourrir leur famille et laisser leurs enfants aller à l'école.

Pour connaître les modalités qui permettent d'acheter du cacao produit selon les critères du Fair Trade, téléphonez à TransFair USA au numéro : (510) 663.5260. TransFair USA a déjà certifié plus de 120 sociétés des États-Unis qui commercialisent du café et du thé labellisé Fair Trade, et est à même de certifier des firmes chocolatières telles que M & M / Mars.

Bien que les produits chocolatés de label Fair Trade soient largement disponibles en Europe, aucune société américaine n'a encore choisi cette option. Les coopératives Fair Trade produisent au Ghana, au Cameroun, au Brésil, au Nicaragua, dans la République dominicaine, en Équateur, à Belize et au Costa Rica. L'année dernière, les coopératives de ces pays ont produit 40.370 tonnes de cacao, mais seulement 1.362 tonnes ont été vendues à des prix Fair Trade. À l'évidence, il existe une offre suffisante pour développer le marché du cacao Fair Trade auprès des sociétés qui présentent des produits chocolatés de qualité comme M & M / Mars. Fair Trade stipule également que les producteurs doivent être de petits cultivateurs qui possèdent 12 arpents [6 hectares] ou moins. Étant donné que 90% de tout le cacao mondial est produit par de petits fermiers qui possèdent 12 arpents ou moins, le commerce équitable pourrait certainement devenir une réalité pour la majorité des producteurs du monde, si seulement des firmes telles que M & M / Mars achetaient du cacao Fair Trade.

Nous croyons que M & M / Mars, en tant que leader d'une industrie chocolatière de 13 milliards de dollars, a la responsabilité de s'assurer que son article principal, le chocolat, soit produit dans des conditions équitables de travail. Il est évident que vous avez les ressources pour le faire, vu que M & M / Mars est la quatrième plus importante firme des États-Unis, qu'elle contrôle près de 17% du marché du chocolat américain et a engrangé l'an passé des revenus estimés à 15,5 milliards de dollars.

En conséquence, nous, les organisations soussignées, vous prions de vous engager à acheter un minimum d'au moins 5% de cacao labellisé Fair Trade, achat qui sera vérifié par TransFair USA, en accord avec les normes internationales.

Merci de votre attention en la matière. Nous demandons que vous nous répondiez rapidement par un projet précis d'introduction de chocolat

labellisé Fair Trade. Jusqu à ce que vous acceptiez d offrir un prix équitable pour votre cacao, la douceur de votre chocolat se trouvera gâtée parce que les producteurs de cacao – dont le travail est si crucial pour le commerce de M & M / Mars – continueront d endurer l amertume de la pauvreté.

Avec nos M & M, quelle que soit la couleur des dragées, faites du commerce dans l équité.

Salutations distinguées,

50 Years Is Enough ! Network - AcadeMedia - Acadie Religious Community - ACT UP Philadelphia - Action for Community & Ecology in the Regions of Central America (ACERCA) - Action NOW ! - Africa Action - Africa Alive - Africa Faith & Justice Network - Agricultural Missions, Inc (a project of the National Council of Churches of Christ in the USA) - Aid Through Trade - Alabama Fair Trade Coalition - Alliance for Democracy, Santa Cruz, CA - Alliance for Responsible Trade (ART) - Alliance for Sustainable Jobs & the Environment (ASJE) - American Anti-Slavery Group - American Muslims for Global Peace and Justice - American Postal Workers Union, Miami Area, AFL-CIO - Amnesty International USA - Anti-Slavery International - Arise for Social Justice - Association of Concerned Africa Scholars - Bay Area Burma Roundtable - Bicycle for Everyone's Earth - Black Radical Congress - Border Agricultural Workers Center (Centro de los Trabajadores Agrícolas Fronterizos) - Boreal Footprint Project - Buddhist Peace Fellowship - Burma Project - California Fair Trade Campaign - California Fair Trade Coalition - California Peace Action - California Rural Legal Assistance, Inc. - Call To Action - Campaign for Labor Rights (CLR) - Campus Greens at UCSD - Campus Labor Action Coalition, University of California, Santa Barbara - Casa Maria Catholic Worker - Catholic Migrant Farmworker Network - CAUSA (Oregon's Immigrant Rights Coalition) - Center for Economic Justice - Center for International Policy - Center for Reflection, Education & Action - Center for Third World Organizing - Chicago Religious Leadership Network on Latin America - Church of the Brethren - Church Women United - Citizen Works - Citizens Action Coalition of Indiana - Coalition for a Humane Economy - Coalition of Immokalee Workers - Committee in Solidarity with the People of El Salvador (CISPES) - Committee to Free Lori Berenson - Community Alliance for Global Justice - Congregation of St. Agnes - Consumers Against Food Engineering - Co-op America - Corporate Agribusiness Research Project - CorpWatch - Crafts Center - Daily Acts - Daughters of Mary and Joseph - Democratizing the Global Economy Project (a project of the American Friends Service Committee) - Development Gap - Dominican Sisters of San Rafael - Duke University Student Action with Farmworkers - Earth Island Institute - Earth Ministry - Earth Rights Institute - Ecology Center - Ecumenical Program on Central America & the Caribbean (EPICA) - Edmonds Institute - Educate for Justice - Ella Baker Center for Human Rights - Équiterre - Fair Trade Federation - Fair Trade Resource Network (FTRN) - Farm Labor Organizing Committee (FLOC) - Farmworker Justice Fund, Inc. - Fellowship of Reconciliation, Seattle Area - Free the Planet - Free the Slaves - Fresno County Green Party - Friends of the Earth - Global Economy Working Group, Church Council of Greater Seattle - Global Exchange - Global Response - Grassroots Globalization Network - Grassroots International - Greater Kansas City Fair Trade Coalition - Green Party of San Francisco - Guatemala Human Rights Commission USA - Haiti Reborn - Hawai'i Sustainable Lifestyle Network - Heyyanka Foundation Courtemaiche - Hotel Employees and Restaurant Employees International Union, AFL-CIO, CLC (HERE) - Human Rights Action Service - Institute for Agriculture & Trade Policy - Inter Religious Task Force on Central America - Intercommunity Justice & Peace Center - Interfaith Center for Corporate Responsibility - Interhemispheric Resource Center - International Development Exchange - International Forum on Globalization - International Labor Rights Fund (ILRF) - International Longshore and Warehouse Union - JAMBO International Center - Jeannette Rankin Peace Center - Jobs with Justice, New York - JustAct - La Siembra Cooperative - Leicester Advocating Fair Trade - Los Angeles Leadership Academy - MAITRI- The Movement of Solidarity with the Poor of the Third World (Ruch Solidarnosci z Ubogimi Trzeciego Swiata MAITRI) - Marin Interfaith Task Force on Central America - Maryknoll Office for Global Concerns - Maryland United for Peace and Justice - Methodist Federation for Social Action - Mexico Solidarity Network - Missionary Sisters - Our Lady of Africa - Missouri Rural Crisis Center - National Campus Greens - National Family Farm Coalition - National Labor Committee - Native Forest Network - New England Guatemalan Alliance - New York State Labor-Religion Coalition - Nicaragua Center for Community Action - Nicaragua Network - Northwest Labor and Employment Law Office - Office of Religious Life, Mount Holyoke College - Organic Consumers Association (OCA) - Our Developing World - Oxfam America - Pax Christi-Michigan - Pax Christi- St. Gabriel - Pax Christi-St. Louis University - Pax Christi USA - PCUN / Northwest Treeplanters and Farmworkers United - PeaceWorks - Peninsula Peace and Justice Center - Pennsylvania Fair Trade Coalition - Pennsylvania

State University Eco-Action - Pesticide Action Network North America - Power Shift - Progressive Jewish Alliance - Project Concern International - Public Citizen's Global Trade Watch - Rainbow Churches and Beehive School - Rainforest Action Network (RAN) - Resource Center for Non-Violence - Resource Center of the Americas - Rights Action - Ruckus Society - RUGMARK Foundation USA - Rural Coalition / Coalición Rural - Rural Training Research Center (Federation of Southern Cooperatives) - Sacramentans for International Labor Rights - Sacramento Activists for Democratic Trade - Sacred Heart OFM Province Peace and Justice - San Jose Peace Center - Santa Clara County Green Party - Santa Clarans for Fair Trade - Save the Children Canada - Save the Redwoods & Boycott the Gap Campaign - Seattle Burma Roundtable - Sexto Sol Center for Community Action - Sinitesa Foundation - Sisters of Charity, BVM, The Women's Office - Sisters of the Holy Names Justice & Peace Committee - Society of African Missions, Office of Justice and Peace - Society of Missionaries of Africa, North American Province, Justice and Peace Office - Society of St. Ursula - Songbird Foundation - South (Alameda) County Peace & Justice Coalition - Southern California Fair Trade Network - StanFair : Stanford Students for Fair Trade - Student Action with Farmworkers (SAF) - Student Coalition for Global Solidarity - Students Transforming and Resisting Corporations (STARC) - Tennessee Industrial Renewal Network - Texas Fair Trade Coalition - Tikkun Magazine - TransAfrica Forum - Unitarian Universalist Association of Congregations - Unitarian Universalist Service Committee – Unitarian Universalists for a Just Economic Community - Unitarian Universalist Fellowship, Eau Claire, WI - United Church of Christ Justice and Witness Ministries - United Electrical, Radio & Machine Workers of America - United Farm Workers Washington State - United for a Fair Economy - United Methodist Church, General Board of Church and Society - United Steelworkers of America Local 1227 - Vassar College Amnesty International - Vassar College Student Activist Union - Washington Office on Africa - Washington Peace Center - Washington State Africa Network - West Africa Rainforest Network - Western Massachusetts Global Action Coalition - Western Michigan University Peace Center - Wisconsin Fair Trade Campaign - Witness for Peace South East Region - Witness for Peace Southwest - Women's EDGE - Women's International League for Peace and Freedom, US Section (WILPF) - World Neighbors - Youth for Environmental Sanity

Pour plus d information sur la campagne du chocolat : http://www.globalexchange.org/cocoa/

Mondialiser la justice sociale

Par Ahmed Khalef

Voici l'intervention de l'organisation internationale du travail (OIT) faite au congrès de la CFDT à Nantes. Nous partageons largement l'analyse faite sur la mondialisation libérale, la nécessité de la rendre plus juste pour les gens et les pistes pour y arriver. Texte publié en collaboration avec le site de la CFDT Banques, membre fondateur d ATTAC en France.

Monsieur le président, Madame la Secrétaire Générale, chers camarades.

Je ne vous cacherai pas d'entrée de jeu qu'ayant étudié les thèmes qui ont été choisis pour être abordés par ce congrès, je me sens très à l'aise pour parler au nom de l'Organisation internationale du travail (OIT). " Le monde que nous voulons " est un de ces thèmes sur lesquels j'aimerais rebondir. Nous partageons à l'OIT votre sentiment, le sentiment des travailleurs français mais aussi celui de millions de travailleurs et travailleuses de par le monde, que la mondialisation telle que nous la connaissons aujourd'hui n'est pas en train de construire ce " monde que nous voulons ".

Cela peut vous surprendre venant d'une agence spécialisée des Nations Unies comme l'est l'OIT. Cependant n'oublions pas, chers camarades, que cette institution est aussi celle des travailleurs. Elle a été voulue par nos aînés du mouvement syndical en 1919 et aujourd'hui elle reste unique dans " le grand machin " (pour paraphraser un homme illustre de votre pays, aujourd'hui disparu, quand il parlait de l'ONU). Elle est unique dans le " grand machin ", parce que nous sommes effectivement la seule agence tripartite du système des Nations unies. Une agence donc où les gouvernements mais aussi les organisations d'employeurs et les organisations syndicales des travailleurs prennent ensemble des décisions. L'OIT a donc le grand avantage d'être la seule organisation au monde qui . réunit tous les acteurs de l'économique et du social.

Son problème ou son désavantage réside dans le fait, et il faut bien le reconnaître, qu'elle n'est pas toujours entendue et encore moins écoutée. Même si l'évolution négative de la mondialisation a éveillé enfin l'intérêt des gouvernants. Il reste qu'elle n'a pas été entendue sur le diagnostic qu'elle a posé voilà déjà un moment sur la



mondialisation. Le processus que nous vivons aujourd'hui est une mondialisation confisquée par les milieux d'affaires, elle est dominée par un courant de pensée économique qui place le social à la remorque. Et, surtout, on le voit de plus en plus, elle crée l'incertitude, l'insécurité pour des millions de travailleuses et travailleurs et elle génère constamment le paradoxe.

-N'est-il pas paradoxal en effet d'être confronté au chômage de près de 200 millions d'adultes alors que 260 millions d'enfants en âge scolaire s'échinent et sont honteusement exploités au travail ?

-N'est-il pas paradoxal d'évoquer les besoins de santé en Afrique, et ils sont cruels, (les ravages causés par le VIH/SIDA, la Tuberculose, le Paludisme et les autres maladies liées à la pauvreté et à la misère, en sont la parfaite illustration); alors que les Institutions financières internationales prônent te démantèlement des services publics, y compris ceux liés à la santé ?

N'est-ce pas paradoxal de parler de responsabilité sociale des entreprises, un concept auquel on peut à la limite souscrire, n'est-ce donc pas paradoxal de parler de responsabilité sociale des entreprises quand on sait que des dizaines de syndicalistes sont assassinés chaque année pour le simple fait d'avoir souhaité plus de justice sociale?

- N'est-ce pas paradoxal de voir les médias s'agiter à la moindre secousse du CAC 40 ou de tout autre indice boursier, alors que 2 milliards de personnes, soit 1 personne sur trois dans le monde, doivent vivre et faire vivre les leurs avec moins de deux euros par jour et tout cela dans l'oubli le plus complet? Dans un total mépris serions nous tentés de dire.

La mondialisation que nous connaissons est, il faut le déplorer, une mondialisation à deux vitesses qui creuse chaque jour le fossé des inégalités et des injustices.

En tant que syndicaliste, en tant que fonctionnaire de l'OIT aujourd'hui et en tant que médecin, mon métier, je ne peux pas m'arrêter sur un simple diagnostic. Aujourd'hui la mondialisation est maligne et pathogène. Mais une autre mondialisation est possible. Une mondialisation à visage humain. Une mondialisation qui donne un coup de fouet à l'économie et qui au lieu de secréter l'inégalité engendre ce que j'appellerai le métabolisme de la justice sociale.

Tout d'abord, il faut changer de cap. Si la mondialisation doit avoir un objectif, c'est celui de parvenir au plein emploi. Pas n'importe quel emploi, mais un emploi digne, qui permette de vivre décemment, qui est respectueux des droits et des libertés et qui est productif. C'est le concept du " travail décent " dans toute la signification du terme, tel que préconisé par le Directeur Général du BIT, que j'ai 1 'honneur de représenter aujourd'hui ici. Un travail décent donc qui constitue la priorité de l'OIT, et lorsqu'on se sera fixé sur un tel objectif, rien ne sera facile mais tout deviendra possible.

Et tout deviendra possible donc, si dans la poursuite de cet objectif les considérations sociales sont hissées, au même titre que les préoccupations financières et économiques, au rang de ce qu'on appelle aujourd'hui les " fondamentaux ", les " grands équilibres ". La protection sociale couvre aujourd'hui moins d'une personne sur dix sur la planète. Et, autre paradoxe, alors que d'aucuns envient le modèle européen qui, rappelons-le quand même a été conquis de haute lutte par le mouvement ouvrier. . . Alors que d'aucuns vous envient ce système, il est aujourd'hui menacé. Et pas seulement par des problèmes de financement, qu'il faut bien sûr analyser avec rigueur, mais surtout par des options idéologiques et la soif des marchés. La protection sociale s'est bâtie au niveau des nations. Elle doit aujourd'hui relever le défi de la mondialisation. Une véritable protection sociale, pas simplement un filet de protection comme

certains s'en satisfont, une véritable protection pourra résoudre bien des angoisses et bien des situations causées par une mondialisation sauvage et surtout injuste.

Enfin, le visage de la mondialisation doit être social. Elle doit reposer sur un socle de principes et de droits que chacun s'engage à respecter. La mondialisation pour être réussie doit avoir ses règles et celles-ci . doivent être les mêmes pour tous.

La Déclaration de l'OIT sur les principes et droits fondamentaux au travail peut constituer ce socle. Elle engage les gouvernements des 175 Etats membres à promouvoir et à réaliser la liberté syndicale, le droit à la négociation collective, à abolir le travail des enfants et le travail forcé, à rejeter toute forme de discrimination dans l'emploi. N'est-ce pas là un minimum auquel chacun peut souscrire, autour duquel chacun peut bâtir " un monde comme nous le voulons ".

Une telle approche exigera d'abord une volonté politique. Elle fait encore défaut aujourd'hui. La Commission mondiale sur la dimension sociale de



la mondialisation que l'OIT a mise sur pied vise à obtenir cette volonté, en mettant autour de la table tous les acteurs concernés.

Une telle approche exigera le dialogue, le dialogue social. Il a le mérite d'exister dans bien des pays, même s'il demeure encore au stade du balbutiement dans bien d'autres.

Le mouvement syndical est aujourd'hui au cœur de ces enjeux. Lui seul pourra arracher cette volonté politique. Et le dialogue social ne pourra se faire sans avoir des organisations syndicales fortes, représentatives, responsables et indépendantes.

Promouvoir le dialogue social est l'une des tâches essentielles de l'organisation internationale du travail. Elle le fait d'abord en défendant partout la liberté syndicale et les principe et droits

fondamentaux pour les travailleurs. Elle le fait en soutenant des initiatives syndicales et en contribuant à la formation des militants syndicaux. Elle le fait en donnant au monde du travail une voix dans les institutions internationales.

Aujourd'hui, l'OIT a aussi besoin de vous. Notre poids dans le débat sur la mondialisation dépendra aussi des efforts que vous consentirez pour nous appuyer dans nos démarches, pour participer pleinement à nos activités comme à celles de vos organisations syndicales

internationales, la CISL et les fédérations sectorielles internationales. Ensemble nous pouvons créer un front commun pour mondialiser la justice sociale.

Nul doute que votre devise " des choix, des actes " sera adoptée demain par toutes ces institutions internationales qui pilotent la mondialisation. Elle l'est déjà par l'OIT: choisissons une mondialisation pour les gens, une mondialisation juste et équitable pour tous et, chers camarades, agissons en conséquence.

Je ne terminerai pas enfin, sans vous transmettre les salutations les plus chaleureuses de monsieur le directeur du bureau des activités pour les travailleurs (ACTRA V), et de toute son équipe, avec leurs vœux de plein succès aux travaux de votre congrès.

Je vous remercie.

Contact pour cet article. http://www.cfdt-banques.fr/ - federation@cfdt-banques.fr

(*) coorditrad@attac.org est l adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.